

Table of Contents

Accueil	2
Entête	2
Héros.....	2
Aperçu services.....	2
Aperçu 1	2
Aperçu 2	3
Aperçu 3	3
Aperçu 4	3
Aperçu 5	4
Aperçu 6	4
Témoignages (3).....	4
Pied de page	4
Donner (\$) ou devenir membre	5
Texte d'intro	5
Formulaire	6
Liste des nouvelles / actualité.....	7
Page d'une nouvelle	11
Liste des services offerts	12
Congrès	12
Association	13
CCR.....	14
Locataire au CA.....	15
Bulletins.....	17
Infolettres	18
Guides pratiques	18
Cahier de congrès	25
Mémoires.....	27
Recherches.....	28
Page d'un service	28
Équipe.....	29
À propos	31

Histoire	32
Nous joindre	43
Foire aux questions (FAQ)	43
Erreur 404	44

Accueil

[<https://flhlmq.com/fr>]

Entête

Fédération des locataires d'habitations à loyer modique du Québec

La voix des locataires de HLM



Héros

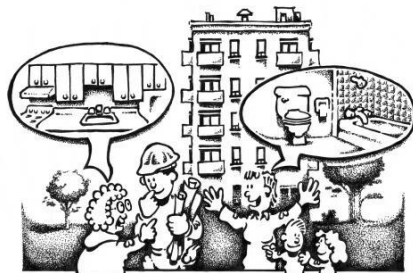
L'école des HLM
Des formations gratuites spécialement pour vous !

De septembre 2024 à avril 2025, nous vous invitons à participer à des formations pour augmenter votre pouvoir d'agir au sein de votre office d'habitation. L'offre de nos journées à une ou l'autre de nos activités est offerte gratuitement sur place le mercredi, de 10h30 à 12h30. Choisissez votre formation selon vos besoins et inscrivez-vous avant le 15 septembre 2024.

Notre calendrier DE FORMATION DE L'AUTOMNE ET DU PRINTEMPS

POUR LES ASSOCIÉS DES OFFICES	POUR LES COMITÉS CONSULTATIFS DES OFFICES
10 septembre - 10 heures - Formation sur le rôle du comité consultatif - Formation sur le rôle du comité de gestion - Formation sur le rôle du comité de suivi	10 septembre - 10 heures - Formation sur le rôle du comité consultatif - Formation sur le rôle du comité de gestion - Formation sur le rôle du comité de suivi
17 septembre - 10 heures - Formation sur le rôle du comité consultatif - Formation sur le rôle du comité de gestion - Formation sur le rôle du comité de suivi	17 septembre - 10 heures - Formation sur le rôle du comité consultatif - Formation sur le rôle du comité de gestion - Formation sur le rôle du comité de suivi
24 septembre - 10 heures - Formation sur le rôle du comité consultatif - Formation sur le rôle du comité de gestion - Formation sur le rôle du comité de suivi	24 septembre - 10 heures - Formation sur le rôle du comité consultatif - Formation sur le rôle du comité de gestion - Formation sur le rôle du comité de suivi

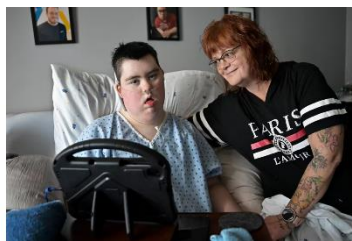
Pour informations : 1-800-566-9562 ou info@flhlmq.com flhlmq.com



*À créer

Aperçu services

Aperçu 1



Envoyez un courriel pour soutenir Alexis!

L'Office d'habitation du lac Abitibi doit changer d'attitude.

Aperçu 5



Première pelletée de terre pour Unité à Rimouski

Les offices ne doivent pas dépendre des autres pour remplir leur mission.

Aperçu 6



Sécurité communautaire dans un HLM de Montréal

Les locataires ne sont pas seuls !

Témoignages (3)

*À créer



Pied de page

Nous contacter:

info@flhlmq.com

1-800-566-9662

Facebook : [<https://www.facebook.com/flhlmq/>]

Youtube : [<https://www.youtube.com/@robertpilon547>]

Donner (\$) ou devenir membre

[<https://flhlmq.com/fr/publication/adhesion-et-abonnement>]

Texte d'intro

Adhésion et abonnement

Pourquoi devenir membre de la FLHLMQ ?

Vous êtes près de 300 associations de locataires et de comités consultatifs de résident-e-s (CCR) à renouveler votre adhésion à la FLHLMQ chaque année. C'est grâce à vous, que la fédération peut parler d'une voix forte aux gouvernements du Québec et d'Ottawa afin qu'ils prennent soin de nos logements. La force que vous nous donnez en étant membre de notre fédération nous a permis dans les dernières années de faire avancer la cause des HLM de plusieurs façons :

Obtention d'un gel des loyers et gratuité des salles de lavage pour mai à octobre 2020 en raison du confinement;

Augmentation de 17 \$ à 26 \$ de la subvention aux associations de locataires;

Hausse de 400 \$ à 500 \$ du montant accordé aux locataires lors d'un transfert obligatoire de logement;

Baisse des loyers pour les familles recevant une pension alimentaire pour les enfants;

Formations gratuites accessibles à tous les locataires du Québec, par internet sur zoom, tous les mercredis.

En versant votre cotisation pour être membre de la FLHLMQ, vous nous permettez d'être représentatif des locataires de partout au Québec et de rester en contact avec vous pour vous aider en tout temps. Dans le cas des CCR, vous pouvez demander à l'office de payer votre cotisation à la FLHLMQ.

Utilisez ce formulaire pour devenir membre ou pour renouveler votre membership.

Tarifs**

25\$ par année pour les associations et CCR rassemblant 40 logements et moins;

50\$ par année pour les associations et les CCR rassemblant 41 à 100 logements.

75\$ par année pour les associations et les CCR rassemblant plus de 100 logements.

Faire un chèque au nom de la FLHLMQ et le transmettre avec votre formulaire à nos bureaux aux:

FLHLMQ, 2520, av. Lionel-Groulx, bureau 202, Montréal, QC, H3J 1J8

**** Il est possible de prendre des arrangements pour moduler le montant de la cotisation pour les toutes petites associations, regroupant 10 logements et moins.**

Formulaire

Formulaire d'adhésion à la FLHLMQ

Ensemble, nous sommes plus forts et fortes ! Joignez le mouvement !

Identification de votre association

Nom de l'association :

1ère personne contact :

Titre (président, secrétaire, etc.) :

Adresse :

Ville : Code postal :

Tél. : Courriel :

2e personne contact :

Titre (président, secrétaire, etc.) :

Adresse :

Ville : Code postal :

Tél. : Courriel :

Type et nombre de logements représentés par votre association

Nombre de logements pour personnes âgées :

Nombre de logements pour familles :

Nombre de logements pour pers. handicapées :

Cotisation annuelle

☒ Association et/ou CCR* rassemblant

40 logements ou moins :

25 \$ / année

☐ Association et/ou CCR* rassemblant

41 à 100 logements :

50 \$ / année

☒ Association et/ou CCR* rassemblant

101 logements et plus :

75 \$ / année

Liste des nouvelles / actualité

[<https://flhlmq.com/fr/actualit%C3%A9>]

Actualité

*Voir accueil pour image

Envoyez un courriel pour soutenir Alexis!

17 septembre, 2024

L'OMH refuse les fonds de la SHQ pour aider un jeune trisomique en fin de vie.

*Voir accueil pour image

«Je vis dans un HLM et ça, c'est une chance que j'ai»

16 septembre, 2024

Le témoignage de Chantal Daneau en faveur de nouveaux HLM.

*Voir accueil pour image

Pétition pour des HLM de qualité

11 septembre, 2024

La FLHLMQ souhaite récolter 10 000 signatures.

*Voir accueil pour image

Le mépris a assez duré !

11 septembre, 2024

L'Office d'habitation du lac Abitibi doit changer d'attitude.

*Voir accueil pour image

Première pelletée de terre pour Unité à Rimouski

10 septembre, 2024

Les offices ne doivent pas dépendre des autres pour remplir leur mission.



Sécurité communautaire dans un HLM de Montréal

5 septembre, 2024

Les locataires ne sont pas seuls !



Manifestation du 15 septembre à Québec

4 septembre, 2024

On marche derrière la bannière « Je veux un HLM » !



Demande record de HLM à Saguenay

3 septembre, 2024

La liste explose de 200-300 à 454 personnes en attente.



Solange sort ses vidanges !

3 septembre, 2024

Affiche humoristique sur la gestion des déchets.



Une nouvelle voie rapide pour les développeurs

30 août, 2024

Les offices d'habitation doivent être du nombre.



Inondations dans Lanaudière

27 août, 2024

La SHQ s'occupe de ses locataires.



Des HLM préfabriqués ?

27 août, 2024

Une occasion en or pour les offices.



Une stratégie qui limite à 4% le nombre de logements sociaux à venir

22 août, 2024

Des objectifs minables pour les ménages à faible revenu.



Un plan radical de construction en Angleterre

21 août, 2024

Dix fois mieux que le Québec !



Manifestons à Québec les 14 et 15 septembre

20 août, 2024

La FLHLMQ sera présente pour réclamer des HLM.

Page d'une nouvelle

[<https://flhlmq.com/fr/article/je-vis-dans-un-hlm-et-ca-cest-une-chance-que-jai>]

«Je vis dans un HLM et ça, c'est une chance que j'ai»

Soumis par Rédaction le lun 16/09/2024 - 16:28

Image

solei;

La FLHLMQ était présente à la grande manifestation regroupant 1 300 personnes en faveur du logement social qui s'est déroulée, le 15 septembre, devant l'Assemblée nationale à Québec.

Une membre de notre conseil d'administration, Chantal Daneau, a même fait la une du journal Le Soleil et d'un reportage de Radio-Canada en affirmant: «Je vis dans un HLM et ça, c'est une chance que j'ai. Il y a environ 34 000 ménages qui aimeraient avoir la même chance que moi».

Lors de ce rassemblement organisé par le FRAPRU, 450 personnes ont signés la pétition POUR DES HLM DE QUALITÉ que toutes les associations et tous les CCR recevront par la poste dans la semaine du 16 septembre.

Pour lire l'article du journal Le Soleil:

[<https://www.lesoleil.com/actualites/actualites-locales/la-capitale/2024/09/15/la-chance-dhabiter-dans-un-hlm-5L4SZKQNHZADTEKTRYCSCWKI5M/>]

Liste des services offerts

Congrès

[<https://flhlmq.com/fr/vie-democratique>]

vie démocratique

La FLHLMQ regroupe sur une base volontaire quelque 300 associations de locataires et CCR qui sont libres et indépendants. Beaucoup d'efforts sont consentis pour s'assurer une vie associative forte et démocratique. En plus des réunions du CA de la fédération qui réunit des représentants de toutes les régions du Québec, il y a régulièrement des rencontres régionales qui permettent les échanges entre les locataires et/ou les membres des CA des associations.

Le congrès

Le congrès qui se tient généralement à tous les mois de juin est un moment crucial de la vie associative. Plus de 200 délégué-e-s s'y retrouvent pour échanger, voter les grandes orientations de la fédération et élire le conseil d'administration. Chaque association et CCR peut présenter des propositions qui sont discutées et votées par les délégué-e-s. C'est à partir des propositions qui ont été adoptées que s'articulera le travail de la fédération, en particulier celui du CA et de l'équipe de travail, pour la prochaine année.

Chaque congrès permet aussi des échanges entre les délégué-e-s et certains ministres clés du gouvernement - affaires municipales, emploi et solidarité, secrétariat aux aînés - ou des représentants de la SHQ.

Les caucus régionaux profitent du congrès pour choisir leur représentant au conseil d'administration de la FLHLMQ.

[Rapport d'activités du 16 juin 2021]

[Rapport d'activités du 30 juin 2020]

[Cahier de congrès 14-15 juin 2019]

[Cahier de congrès 8-9 juin 2018]

[Cahier de congrès 9-10 juin 2017]

[Cahier de congrès 10-11 juin 2016]

[Cahier de congrès 5-6 juin 2015]

[Cahier de congrès 13-14 juin 2014]

[Cahier de congrès 7-8 juin 2013]

[Cahier de congrès 14-15 juin 2012]

[Cahier de congrès 10-11 juin 2011]

[Cahier de congrès 4-5 juin 2010]

[Cahier de congrès 13-14 juin 2009]

[Cahier de congrès 16-17 mai 2008]

[Cahier de congrès 15-16 juin 2007]

Association

[<https://flhlmq.com/fr/votre-association-de-locataires>]

Votre association de locataires



association

Une association de locataires, c'est le regroupement des locataires d'un ou de plusieurs HLM. Cette association est mise sur pied par les locataires et pour les locataires. L'association est gérée comme un OBNL et doit avoir son propre conseil d'administration qu'on appelle parfois comité. L'association voit au bien-être et à l'amélioration de la qualité de vie des locataires. C'est un organisme autonome qui décide de son mode d'organisation et des activités qu'elle veut réaliser.

Il y a près de 400 associations de locataires d'HLM à travers le Québec. La plupart de ces associations sont membres de la FLHLMQ. La Loi de la Société d'habitation du Québec (SHQ) oblige tous les OMH à reconnaître toute association regroupant les locataires de ses immeubles à la condition que celle-ci respecte certaines règles de fondation et de fonctionnement que l'on peut retrouver dans [Directive sur la participation des locataires].

Rôle de la FLHLMQ

La SHQ reconnaît à la FLHLMQ le droit de tenir des assemblées à l'intention des locataires afin de permettre la mise sur pied d'associations de locataires ou d'en assurer le fonctionnement

démocratique. Sur demande écrite de la FLHLMQ, l'OMH doit permettre la tenue de telles assemblées.

La FLHLMQ a publié deux guides pour aider les locataires à fonder une association. On peut les télécharger.

[Avoir une association: un plus pour les locataires de HLM], version PDF, 8 pages

[Ensemble pour agir], édition 2015, version PDF, 103 p.

Vidéo de formation sur la mise en place et le bon fonctionnement d'une association de locataires

[Visionnez le premier bloc] et la [présentation powerpoint]

[Visionnez le deuxième bloc] et la [présentation powerpoint]

[Visionnez le troisième bloc] et la [présentation powerpoint]

CCR

[<https://flhlmq.com/fr/simpliquer-au-ccr>]

S'impliquer au CCR



ccr québec

Un Comité consultatif de résident-e-s est une instance qui permet aux locataires de HLM de participer à la gestion de leur immeuble et de faire des recommandations à la direction de l'OMH sur toutes les questions qui les touchent. Un CCR est composé uniquement de locataires désignés par les associations. Tous les offices sont obligés d'en avoir un et doivent le soutenir.

Un CCR, c'est un plus !

La participation des locataires à la gestion et à la vie communautaire des offices est un PLUS qui ne se dément pas avec les années. Au contraire, l'expérience acquise dans de nombreux offices en montre toute la richesse. Cette participation est un élément fondamental pour relever les défis qui se posent à la vie en HLM, aujourd'hui et pour l'avenir. Que ce soit pour le maintien de la qualité des logements, l'harmonie du milieu de vie ou les ressources à développer pour favoriser le maintien à domicile ou la réinsertion sociale, la collaboration des locataires est essentielle.

Depuis avril 2002, la Loi sur la SHQ oblige chacun des offices d'habitation du Québec à mettre sur pied un CCR. Au-delà de la loi, l'expérience montre que le CCR est un outil précieux dans la gestion d'un office. Plus de la moitié des offices d'habitation en ont mis un sur pied.

Dans le cas des gros offices, la Loi prévoit également la mise en place de comités de secteur pour discuter plus précisément des services directs aux résidents et résidentes et de leurs plaintes.

La SHQ a mandaté la FLHLMQ pour offrir le soutien nécessaire à la mise sur pied des CCR. Il ne faut pas hésiter à faire appel à ses services pour fonder ou soutenir votre CCR.

Pour en savoir plus sur le fonctionnement du CCR:

[Comment mettre en place son comité consultatif des résidents (CCR) ?], édition 2016, version pdf, 8 p.

[Les comités consultatifs de résident-e-s], version PDF, 64 pages

Locataire au CA

[<https://flhlmq.com/fr/etre-au-ca-de-lomh>]

Être au CA de l'OMH



oh longueuil

La Loi sur la SHQ prévoit que le conseil d'administration (CA) d'un office d'habitation est composé d'un nombre fixe d'administrateurs pouvant être de cinq à quinze personnes. Il est formé de personnes désignées par les municipalités, de deux personnes nommées par le ou la ministre des Affaires municipales qui sont les représentants socio-économiques et de deux ou trois représentant-e-s des locataires élus par les membres du comité consultatif des résidents parmi l'ensemble des locataires ayant un bail avec l'office.

Le rôle du directeur ou de la directrice

Le directeur ou la directrice n'est pas membre du conseil d'administration. À titre de principal employé de l'office, il ou elle assiste aux réunions du CA pour transmettre de l'information et rendre compte de sa gestion. Il ou elle a le statut d'observateur au CA.

Les administrateurs sont égaux en droit

Tous les administrateurs égaux en droit. Cela signifie que peu importe que vous soyez locataires, élus municipaux ou représentants socio-économiques, vous avez également le droit :

D'être élu à la présidence, à la vice-présidence, au secrétariat ou à la trésorerie du conseil d'administration. Rien n'interdit qu'un ou une locataire soit élue à la fonction de président de l'office ou à un poste d'officier au CA;

D'exiger que le directeur ou la directrice rende compte de son administration au CA de façon régulière;

De formuler des propositions qui, si elles sont appuyées, devront être discutées et soumises au vote;

D'obtenir toutes les informations nécessaires pour prendre des décisions éclairées, notamment avoir accès à tous les documents;

En cas de désaccord grave, de faire inscrire sa dissidence au procès-verbal;

En cas de non-respect du code de déontologie, de se plaindre au président ou à la présidente du CA de l'office et au président-directeur général de la SHQ qui est responsable de l'application du code.

La FLHLMQ a produit un guide à l'intention des locataires sur le CA des offices. Vous pouvez le télécharger.

[Saisir le code des administrateurs-trice-s], version PDF, 44 pages

Bulletins

[<https://flhlmq.com/fr/bulletin-de-la-flhlmq-1>]

Bulletin de la FLHLMQ

Le Bulletin de la FLHLMQ est publié de deux à quatre fois dans l'année et recèle une petite mine d'or d'informations utiles aux associations de locataires et aux CCR. On y parle des derniers développements en matière d'HLM, des dossiers importants sur lesquels travaille la FLHLMQ, des actions et des campagnes en cours pour améliorer la qualité de vie dans les HLM, etc.

S'abonner

Tous les groupes membres de la fédération reçoivent le Bulletin, mais on peut s'y abonner pour deux ans en remplissant et en nous envoyant le formulaire d'abonnement avec un chèque au montant de 15 \$ pour les individus et de 30 \$ pour les organismes.

On peut consulter les bulletins en ligne ou taper un mot clé qui nous conduira à l'information dont nous avons besoin.

[Bulletin - mars 2024]

[Bulletin - septembre 2023]

[Bulletin - octobre 2022]

[Bulletin - mai 2022]

[Bulletin - décembre 2021]

[Bulletin - février 2021]

[Bulletin - décembre 2019]

[Bulletin - juillet 2019]

[Bulletin * Année 2018]

[Bulletin * Année 2017]

[Bulletin * Année 2016]

[Bulletin * Année 2015]

[Bulletin * Année 2014]

[Bulletin * Année 2013]

[Bulletin * Année 2012]

[Bulletin * Année 2011]

[Bulletin * Année 2010]

[Bulletin * Année 2009]

[Bulletin * Année 2008]

[Bulletin * Année 2007]

[Bulletin * Année 2006]

[Bulletin * Année 2005]

[Bulletin * Année 2004]

[Bulletin * Année 2003]

[Bulletin * Année 2002]

[Bulletin * Dossier sur les animaux]

Infolettres

[<https://flhlmq.com/fr/infolettre>]

Infolettre

S'abonner à l'infolettre

Lien

Abonnez-vous à l'Infolettre !

2024

03/07/2024 – [Infolettre FLHLMQ 275 - 3 juillet 2024]

Guides pratiques

[<https://flhlmq.com/fr/guides-pratiques>]

Guides pratiques

Nos affiches humoristiques pour favoriser le bon voisinage

AFF BRUIT.pdf

AFF FIDO.pdf

Document

AFF LAVAGE.Pdf

Trois fiches expliquant le rôle et le fonctionnement du comité consultatif des résident-e-s (CCR)

Document

Fiche 1A - des instances de participation.pdf

Document

Fiche 1B - Les CCR.pdf

Document

Fiche 5 Les partenariats.pdf

Neuf fiches pour faire fonctionner votre association

Fiche 2.A - Les Associations De Locataires_0.Pdf

Fiche 2B - Le Comités De Locataires_2.Pdf

Fiche 2C - Se Donner Un Exécutif_0.Pdf

Fiche 2D - Clés De La Réussite_1.Pdf

Fiche 4A - Rapport D'activités Annuel_0.Pdf

Fiche 6 AG Annuelle Final_0.Pdf

Fiche 4B - Rapport Financier Annuel.Pdf

Fiche 4C - Plan D'action Annuel.Pdf

Fiche 4D - Prévisions Budgétaires Annuelles.Pdf

Comment mettre en place son comité consultatif des résidants (CCR) ?

Guide produit dans le cadre du regroupement des petits offices municipaux. On y trouve notamment :

L'utilité du Comité consultatif des résident-e-s (CCR)

Le plan de travail du CCR

Le financement des activités du CCR

Le partenariat entre l'office et son CCR

Comment mettre en place son comité consultatif des résidants (CCR) ?, édition 2016, version pdf, 8 p.

Ensemble pour agir. Le guide des associations de locataires des offices d'habitation du Québec, édition 2015

On y trouve notamment :

comment mettre sur pied une association;

comment organiser des élections;

comment gérer les finances d'une association;

quels sont les droits et les devoirs des membres;

des conseils pratiques pour l'organisation d'activités.

Ensemble pour agir, édition 2015, version PDF, 103 p.

Des aide-mémoire pour soutenir le travail des associations de locataires

Afin d'aider les locataires qui sont membres du conseil d'administration de l'association ou de l'office à bien comprendre leur rôle et leurs responsabilités, ou encore pour savoir rapidement comment préparer un programme d'activités ou comment organiser une assemblée générale annuelle, la FLHLMQ a préparé des fiches pratiques. Elles contiennent des informations utiles et faciles à consulter.

Rôle d'une ou d'un président

Rôle d'une ou d'un vice-président

Rôle d'une ou d'un secrétaire

Rôle d'une ou d'un trésorier

Rôle d'une ou d'un administrateur

Rôle de la ou du locataire au comité de sélection

Représenter les locataires au CA de l'office

Préparer un rapport d'activités

Organiser une assemblée générale annuelle

Préparer un programme d'activités

Obtenir des rénovations dans notre immeuble

Rôle d'une ou d'un organisateur communautaire

Avoir des animaux de compagnie

Tous les documents sont en format PDF.

Des HLM verts pour mieux vivre

Une édition spéciale du Bulletin qui met en valeur les actions concrètes des locataires et des OMH pour protéger l'environnement. Des idées à retenir et en mettre en oeuvre à propos:

des rénovations vertes

du recyclage

du verdissement et du jardinage

des transports collectifs

Le Bulletin, numéro 70, PDF, quatre pages tabloïd

Votre office a-t-il de bons règlements locaux lorsque vient le temps d'attribuer un HLM?

Ce guide présente:

des modèles de règlements locaux obligatoires ou facultatifs que les offices doivent adopter en complément du règlement d'attribution en vigueur depuis le 1er septembre 2011;

les droits des demandeurs à refuser un logement;

le rôle du comité de sélection.

Votre office a-t-il de bons règlements locaux lorsque vient le temps d'attribuer un HLM?, version PDF, 8 pages

Comment fonctionne l'attribution des HLM?

Ce guide présente:

les règles que les offices doivent suivre;

leurs différentes marges de manoeuvre locales;

les droits des demandeurs et des locataires.

Comment fonctionne l'attribution des HLM?, version PDF, 6 pages

Avoir une association: un + pour les locataires de HLM

On y trouve notamment:

les règles à suivre pour fonder une association;

les ressources à la disposition des locataires;

un modèle de procès-verbal;

une affiche pour inviter les locataires à une première assemblée.

Avoir une association: un plus pour les locataires de HLM, version PDF, 8 pages

Modèle d'affiche pour l'Assemblée de fondation, version PDF

L'expérience des associations dans les projets pour familles

Des familles en mouvement dans tout le Québec

L'ABC des droits des locataires de HLM

Êtes-vous en conflit avec votre office ?

Connaissez-vous vos droits ?

Savez-vous comment a été calculé votre loyer ?

Avez-vous le droit d'installer une antenne parabolique ?

L'ABC des droits des locataires de HLM est l'outil idéal pour connaître vos droits afin d'améliorer votre vie en HLM. Une cinquantaine de fiches simples et concises vous permettront d'obtenir les réponses à vos questions!

L'ABC des droits des locataires de HLM , version PDF, 52 pages

Les comités consultatifs de résident-e-s : Un guide pour aider les CCR à bien fonctionner

Il couvre trois aspects :

le fonctionnement d'un CCR;

les représentant-e-s des locataires au conseil d'administration (CA) d'un office d'habitation;

l'amélioration des services de l'OMH.

Les comités consultatifs de résident-e-s, version PDF, 64 pages

Guide pour agir au conseil d'administration (CA) de l'office d'habitation

Il fournit des réponses simples et précises, entre autres sur les sujets suivants:

qui sont les administrateurs au CA des offices;

l'obligation pour les deux locataires élus au CA de siéger également au CCR;

les devoirs à respecter et les droits à faire valoir;

comment avoir une contribution positive au sein du CA;

que faire lorsque le code n'est pas respecté.

Saisir le code des administrateurs-trice-s, version PDF, 44 pages

Guide pour l'élection des locataires au CA des offices

Il explique, entre autres :

la composition du CA de l'OMH;

le rôle et les responsabilités du CA;

la place des locataires;

l'élection d'un ou d'une représentante ds locataires au comité de sélection.

Guide pour l'élection des représentant-e-s des locataires au CA de l'office, version PDF, 12 pages

Guide pour consulter les locataires sur les rénovations

Des documents pour que les locataires, en association ou non, s'organisent et donnent leurs avis sur les travaux à planifier:

Fiche pour consulter les locataires? version PDF,

Tableau Des améliorations possibles, version PDF

Vivre en sécurité dans nos HLM

Un sentiment d'insécurité est bien présent dans nos HLM comme en témoigne un sondage que la FLHLMQ a réalisé en 2010 auprès de 200 locataires en provenance de 32 villes au Québec.

La FLHLMQ a produit plusieurs outils pour aider les associations de locataires à analyser les problèmes de sécurité auxquels elles font face et pour les solutionner:

Un guide pour analyser les problèmes reliés à la sécurité

guide pour animer une rencontre sur sécurité dans les HLM, version PDF, 12 pages

Une affiche invitant à discuter de sécurité

Un voisin veille sur vous

Un guide pour favoriser l'auto surveillance pour les locataires aînés, version PDF, 12 pages

Document

Un voisin veille sur vous.pdf

Une charte de bon voisinage pour convenir de règles de vie commune

Charte de bon voisinage

Des affiches contre l'intimidation dans les salles communautaires et les balançoires

Document

HLM-intimidation-affiches-impression.pdf

Vieillir en paix dans nos HLM

dépliant sur la maltraitance des personnes âgées, version PDF, 4 pages

Cahier de congrès

[<https://flhlmq.com/fr/autres-documents#cahier-de-congres>]

autres documents

Cahier de congrès

À chaque année, la FLHLMQ prépare un cahier pour son congrès qui témoigne des enjeux, du travail et des réalisations de la fédération. On y trouve généralement le portrait du conseil

d'administration, les états financiers ainsi que les propositions qui seront votées lors du congrès. Ils sont donc la mémoire de la FLHLMQ.

Rapport d'activités 23-24.pdf - 14 juin 2024

Cahier du congrès 2023 - 16-17 juin 2023

Cahier de congrès 2022, 10-11 juin 2022

Rapport d'activités du 16 juin 2021

Rapport d'activités du 30 juin 2020

Cahier de congrès 14-15 juin 2019

Cahier de congrès 8-9 juin 2018

Cahier de congrès 9-10 juin 2017

Cahier de congrès 10-11 juin 2016

Cahier de congrès 5-6 juin 2015

Cahier de congrès 13-14 juin 2014

Cahier de congrès 7-8 juin 2013

Cahier de congrès 14-15 juin 2012

Cahier de congrès 10-11 juin 2011

Cahier de congrès 4-5 juin 2010

Cahier de congrès 13-14 juin 2009

Cahier de congrès 16-17 mai 2008

Cahier de congrès 15-16 juin 2007

Documents d'étude sur les HLM du Québec

Les associations de locataires en milieu HLM et leurs effets sur celui-ci dans les régions de l'Estrie et de Montréal, Paul Morin, 2008, CLSC de Sherbrooke, 87 p.

Habiter en HLM - Impacts - Le résumé et Habiter en HLM - Impacts - L'enquête, MORIN, Paul, Xavier LELOUP, Evelyne BAILLERGEAU et Jacques CAILLOUETTE, 2010, Université de Sherbrooke et INRS-UCS, 300p.

Documents produits par la SHQ

Procédure de plainte de la SHQ

Les gouvernements du Canada et du Québec investissent dans les logements sociaux, juin 2012.

Mémoires

[<https://flhlmq.com/fr/autres-documents#memoires-et-communiques>]

Mémoires et communiqués

Des Éclaireurs_web.Pdf, avis au MSSS sur le soutien communautaire apporté par les locataires, 2024.

Document

Memoire prebudgétaire 2024-2025.pdf

Observations de la FLHLMQ sur le regroupement des offices d'habitation au Québec, déposées en décembre 2020.

Mémoire de la FLHLMQ sur le projet de loi no. 67, déposé en novembre 2020 et ajout d'amendements.

Mémoire de la FLHLMQ soumis dans le cadre de l'étude du projet de loi 155 modifiant diverses dispositions législatives concernant le domaine municipal et la Société d'habitation du Québec, décembre 2017

Mémoire de la FLHLMQ dans le cadre de la consultation sur une nouvelle approche d'intervention en habitation organisée par le gouvernement du Québec, décembre 2016

Pour mettre fin à l'éparpillement des ressources et offrir de meilleurs services aux locataires dans les HLM du Québec, Mémoire de la FLHLMQ sur le projet de loi^o 83 modifiant diverses dispositions législatives en matière municipale concernant notamment le financement politique, janvier 2016

Mémoire de la FLHLMQ dans le cadre de la consultation publique Solidarité et inclusion sociale, janvier 2016

Deux propositions majeures pour améliorer la performance des HLM, mémoire déposé à la Commission de révision permanente des programmes, septembre 2014

Budget bachand: Québec relance la balle à Ottawa, mars 2012

Le gouvernement du Québec fait des heureux chez les locataires de HLM, communiqué, mars 2006

Une proposition globale pour rendre les HLM encore plus utiles socialement, communiqué, hiver 2006

Cadre national sur le soutien communautaire en logement social, lettre à la Ministre des Affaires municipales, décembre 2005

Campagne 100 millions \$ pour rénover les HLM, communiqué, novembre 2005

La santé de la population passe avant la santé de l'industrie pharmaceutique, mémoire sur le projet de politique du médicament, déposé à la Commission des affaires sociales de l'Assemblée nationale du Québec, février 2005

Projet de loi 57 sur l'aide aux personnes et aux familles, mémoire présenté aux membres de la Commission des affaires sociales de l'Assemblée nationale du Québec, novembre 2004

Comment les associations de locataires contribuent-elles au renouveau du logement public?, présentation dans le cadre du colloque sur le logement Avoir un toit au Québec et en Outaouais, Université du Québec en Outaouais, mars 2004

Quatre grands chantiers pour développer les HLM du Québec, mémoire présenté dans le cadre des consultations pré-budgétaires du ministère des Finances du Québec, février 2004

Ateliers sur la cohabitation multiethnique, Réflexions, avril 2000

Recherches

[<https://flhlmq.com/fr/autres-documents#documents-etude>]

Recherches

Étude sur les efforts requis pour gérer les offices d'habitation de moins de 100 logements, SHQ

La participation des locataires en milieu HLM, équipe de recherche en HLM, Université de Sherbrooke

Rapport d'évaluation du programme de logement sans but lucratif public (HLM public) - volet régulier, SHQ

Page d'un service

[<https://flhlmq.com/fr/simpliquer-au-ccr>]

S'impliquer au CCR

Image

ccr québec

Un Comité consultatif de résident-e-s est une instance qui permet aux locataires de HLM de participer à la gestion de leur immeuble et de faire des recommandations à la direction de l'OMH sur toutes les questions qui les touchent. Un CCR est composé uniquement de locataires désignés par les associations. Tous les offices sont obligés d'en avoir un et doivent le soutenir.

Un CCR, c'est un plus !

La participation des locataires à la gestion et à la vie communautaire des offices est un PLUS qui ne se dément pas avec les années. Au contraire, l'expérience acquise dans de nombreux offices en montre toute la richesse. Cette participation est un élément fondamental pour relever les défis qui se posent à la vie en HLM, aujourd'hui et pour l'avenir. Que ce soit pour le maintien de la qualité des logements, l'harmonie du milieu de vie ou les ressources à développer pour favoriser le maintien à domicile ou la réinsertion sociale, la collaboration des locataires est essentielle.

Depuis avril 2002, la Loi sur la SHQ oblige chacun des offices d'habitation du Québec à mettre sur pied un CCR. Au-delà de la loi, l'expérience montre que le CCR est un outil précieux dans la gestion d'un office. Plus de la moitié des offices d'habitation en ont mis un sur pied.

Dans le cas des gros offices, la Loi prévoit également la mise en place de comités de secteur pour discuter plus précisément des services directs aux résidents et résidentes et de leurs plaintes.

La SHQ a mandaté la FLHLMQ pour offrir le soutien nécessaire à la mise sur pied des CCR. Il ne faut pas hésiter à faire appel à ses services pour fonder ou soutenir votre CCR.

Pour en savoir plus sur le fonctionnement du CCR:

[Comment mettre en place son comité consultatif des résidents (CCR) ?], édition 2016, version pdf, 8 p.

[Les comités consultatifs de résident-e-s], version PDF, 64 pages

Équipe

[<https://flhlmq.com/fr/equipe-de-la-flhlmq>]

Équipe de la FLHLMQ



kiosque

La permanence de la FLHLMQ compte quatre employé-e-s:

Robert Pilon, organisateur communautaire - robert.pilon@flhlmq.com



Élisabeth Pham, directrice administrative - elisabeth.pham@flhlmq.com



Patricia Viannay, coordonnatrice - patricia.viannay@flhlmq.com



Anik Leroux, organisatrice communautaire - anik.leroux@flhlmq.com



À propos

[<https://flhlmq.com/fr/presentation-de-la-flhlmq>]

Présentation de la FLHLMQ

Née en 1993, la Fédération des locataires d'habitations à loyer modique du Québec (FLHLMQ) regroupe plus de 300 associations de locataires d'HLM et comités consultatifs de résidents et de résidentes (CCR) répartis sur tout le territoire du Québec.

La mission de la FLHLMQ est :

de promouvoir et défendre les intérêts des locataires et travailler à l'amélioration de leur qualité de vie;

d'apporter un soutien au travail réalisé localement par les associations de locataires;

de favoriser l'implication et la prise en charge des locataires dans les HLM;

de représenter les locataires auprès des instances politiques et administratives.

La FLHLMQ est dirigée par un conseil d'administration de 18 locataires représentant les différentes régions du Québec. Ils sont élus pour deux ans, lors du congrès de la FLHLMQ. Chacun d'eux est responsable des liens avec les associations et CCR de sa région, en plus d'être organisateur des activités régionales de la FLHLMQ.

Si vous voulez en savoir plus long sur le fonctionnement démocratique de la FLHLMQ, vous pouvez consulter nos règlements généraux.

Document

RÈGLEMENTS GÉNÉRAUX DE LA FLHLMQ- 2021.pdf

La FLHLMQ emploie 4 personnes : Robert Pilon, Élisabeth Pham, Patricia Viannay et Anik Leroux. Les bureaux de la fédération sont situés à Montréal.

Histoire

[<https://flhlmq.com/fr/les-25-ans-de-notre-federation-historique-de-la-flhlmq>]

Les 25 ans de notre fédération (historique de la FLHLMQ)

Pour souligner son 25e anniversaire, la FLHLMQ a publié sous forme de feuilleton hebdomadaire une série de petits articles sur son histoire. Merci à André Giroux pour la rédaction de ces articles.

-1-

Au Québec, les HLM ont véritablement vu le jour dans les années '70 pour loger les citoyens expulsés de leur logement pour faire place aux grands projets de revitalisation de l'époque. On peut se souvenir des démolitions occasionnées par le passage de l'autoroute 40 à travers Trois-Rivières, par la construction de l'immeuble de Radio-Canada à Montréal et de la Place du Portage sur l'île de Hull ainsi que par les fermetures de villages au centre de la Gaspésie. Pour éviter les protestations, toutes les personnes déplacées étaient invitées à venir vivre dans de beaux HLM tout neuf à un loyer très bas. Ce sont donc une diversité de populations qui ont composé les premiers HLM assurant un droit au logement pour tous et toutes.

Dans les années '80, les politiques sociales se durcissant, les gouvernements à Québec ont décidé de restreindre l'accès aux HLM aux seules populations les plus démunies. Par des modifications aux règlements sur la fixation des loyers et sur les règles d'attribution des logements, on a progressivement chassé les ménages travailleurs. Si bien que de 1978 à 1989, la proportion de locataires déclarant un revenu de travail est passé de 20% à 7%. Pour planter un clou supplémentaire dans le concept du logement social accessible à tous et toutes, le gouvernement conservateur de Brian Mulroney a annoncé en 1993 que le fédéral se retirait unilatéralement de la construction de nouveaux HLM. La pénurie de logement social au pays venait de commencer.

C'est dans ce contexte que le Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU) a eu la bonne idée, en 1993, d'encourager huit associations de locataires de HLM à créer la Fédération des locataires d'habitations à loyer modique du Québec (FLHLMQ). Fait cocasse, le seul employé du FRAPRU ayant voté contre ce projet est devenu coordonnateur de la FLHLMQ et ce depuis 25 ans.

Dès le départ, le principal objectif qui a animé la Fédération a été la démocratie. Dans certains offices comme ceux de Montréal, Québec et Trois-Rivières, on supportait la création d'associations de locataires alors que dans d'autres villes, on les interdisait. Il fallait donc faire reconnaître le droit d'association des locataires de HLM pour leur donner une voix face aux gestionnaires des OMH.

Rapidement, d'autres enjeux se sont ajoutés aux batailles de la Fédération afin que les locataires se sentent chez eux dans un HLM. Autant des petites batailles, au quotidien, notamment sur le droit de posséder des animaux de compagnie ou simplement choisir la couleur de la peinture de son logement, que de plus grandes batailles pour prévenir la hausse de nos loyers, obtenir des budgets pour la rénovation de nos immeubles ou empêcher la privatisation des HLM.

Nous vous présenterons au cours des prochaines semaines les événements et les enjeux qui ont jalonné l'histoire de la Fédération depuis 25 ans, question de faire le point sur les acquis obtenus et sur ce qui nous attend au cours des prochaines années.

Photo: Les membres du conseil d'administration de la FLHLMQ en 1995.

-2-

Les batailles pour la démocratie

Dès 1993, le premier défi auquel la Fédération des locataires d'habitations à loyer modique du Québec (FLHLMQ) a été confrontée, c'est le besoin d'obtenir la reconnaissance du droit de se doter d'une association de locataires. Le thème du premier congrès, tenu en 1995, était « Une plus grande place pour les locataires ». Ce thème reflétait particulièrement bien l'esprit de l'époque.

« On sentait que certains administrateurs de HLM, heureusement pas tous mais ils étaient plusieurs, agissaient comme si les locataires étaient des moins que rien, se souvient Robert Pilon, coordonnateur de la Fédération depuis le début. Leur gestion était au mieux paternaliste, au pire très autoritaire. Cela reflétait le fait que les locataires de HLM se considéraient en échec : échec dans l'emploi, la vie de couple, l'échec scolaire, des loisirs et de la consommation. »

D'où le thème du premier congrès afin de faire valoir que les locataires de HLM sont des citoyens à part entière et capables d'assumer leur vie en HLM.

La bataille pour la démocratie est passée par le droit d'être informés, consultés et de se regrouper en association. La réalité, c'était qu'à Longueuil, à Chicoutimi et à Bromont, les dirigeants refusaient de reconnaître les associations de locataires. À l'époque, en pratique, la reconnaissance des associations était à la discrétion des dirigeants locaux, qui décidaient s'ils allaient les accepter avec le financement et la disposition d'un local que cela suppose, les tolérer ou les rejeter.

Certains offices, comme celui de Montréal, acceptaient des comités de loisirs, par immeuble, mais ne voulaient pas qu'ils se regroupent pour négocier. C'était à l'époque la pratique la plus progressiste. Beaucoup d'offices se vantaient de ne pas avoir d'associations de locataires et affirmaient clairement qu'ils n'en voulaient pas, sous prétexte que cela créerait du trouble.

À Bromont, des femmes locataires formidables, notamment Isabelle Marrisal qui deviendra plus tard présidente de la FLHLMQ, avaient reçu des lettres d'avocats affirmant qu'elles devaient quitter le premier juillet suivant parce qu'elles avaient tenté de créer une association.

À Longueuil, des femmes courageuses ont lutté pendant sept ans pour se doter d'une association de locataires. L'OMH refusait de la reconnaître sous la férule du maire Claude Gladu.

La Fédération a obtenu sa première victoire en avril 1998, après avoir déposé une pétition de 30 000 noms pour obtenir la reconnaissance du droit d'association en HLM et tenu la plus grosse manifestation de locataires de HLM, plus de 700, devant l'Assemblée nationale et devant le congrès du Regroupement des offices d'habitation du Québec. Dès juin 1998, la SHQémet une directive demandant aux OMH de reconnaître, de financer et de consulter les associations de locataires. À l'époque, le président de la Fédération, Claude Gelderblom, de Rivière-du-loup, avait déclaré avec enthousiasme que ce gain représentait une « véritable révolution tranquille pour les HLM ». Et ce, pour deux raisons :

Donner la chance aux locataires qui le souhaitent de s'impliquer activement dans la gestion de leur immeuble améliorera la qualité des services et contribuera à donner une image plus positive du logement public et ce, à la fois aux yeux des politiciens et de la population ;

Cet engagement des locataires leur donne l'occasion de se revaloriser à leurs propres yeux, se réappropriant ainsi leur dignité

Malgré ce premier gain, des locataires font l'expérience à la dure que des offices font fi de la directive administrative car elle n'a pas force de loi. La FLHLMQ repart donc à l'offensive pour que le droit d'association des locataires soit inscrit à la loi de la Société d'habitation du Québec.

En avril 2002, la Loi sur la SHQ est modifiée pour inclure deux nouveaux droits aux locataires de HLM : l'obligation pour les offices de reconnaître toutes les associations qui se conforment

aux directives de la SHQ et l'obligation pour tous les offices de créer un comité consultatif de résidents (CCR). Selon le président de la Fédération de l'époque, Jean-Marie Doyon, de Rock-Forest, « la mise en place des comités consultatifs va nous donner la chance de changer la face des HLM ».

Ces acquis ont permis pendant les quinze années suivantes de créer des dizaines de comités consultatifs de résident-e-s (CCR) un peu partout au Québec. Plusieurs CCR sont très fiers de ce qu'ils ont réalisé depuis. Par contre, plus de la moitié des offices n'ont jamais mis en place de CCR.

Selon Élisabeth Pham, qui travaille depuis 2003 à la FLHLMQ, « cela nous démontre qu'il a été beaucoup plus facile d'obtenir un changement législatif que d'obtenir un véritable changement d'attitude sur le terrain. C'est une bataille de tous les jours. Encore aujourd'hui, beaucoup de personnes actives ont peur de subir des représailles : peur de perdre leur logement, de déplaire aux administrateurs. »

Ces craintes reposent sur des faits concrets : menaces de se faire déménager dans un endroit plus petit ou dans un quartier que le locataire n'aime pas.

Le rapport de pouvoirs existe toujours. En 2011, dans un sondage de la Société d'habitation du Québec (SHQ), 49% des directeurs d'office s'opposaient aux associations de locataires. Or, les HLM, c'est un monde où 70% des locataires sont des femmes seules, alors que les dirigeants sont encore majoritairement des hommes.

C'est donc toujours un énorme défi, pour des gens exclus de tout, d'apprendre à occuper les espaces démocratiques qui sont pourtant le fruit de leurs luttes.

C'est pourquoi la Fédération demeure très présente sur le terrain pour soutenir les locataires qui veulent s'organiser.

Sur la photo: Claude Gelderblom, président de la FLHLMQ, en 1998, devant l'Assemblée nationale.

-3-

La bataille pour le retour des travailleuses et travailleurs dans les HLM

Dès la création de la Fédération, en 1993, il était évident pour tous les résidents que les HLM étaient devenues un milieu de vie très difficile. Cela parce que dès le début des années '80, le gouvernement québécois avait changé les règles de deux façons :

En abolissant l'échelle Rogers, qui établissait le loyer selon une échelle de 16% à 25% du principal revenu dans le ménage pour le remplacer par un loyer établi à 25% des deux principaux revenus et ce, sans plafond.

En restreignant les règles d'attribution par un système de pondération visant à ne prioriser que les plus pauvres, excluant de fait les ménages travaillant même au salaire minimum.

Avec pour résultat que de vastes complexes immobiliers de 200 à 400 logements ne comptaient plus que trois ou quatre ménages travailleurs. On créait ainsi des ghettos de pauvreté où il devenait plus difficile d'élever une famille que dans les années '70 et '80. Un chercheur, Paul Morin, a lancé le mot de trappe sociale pour indiquer qu'il devenait également plus difficile d'en sortir.

En 1993, le ministre des Affaires municipales de l'époque, Claude Ryan, a voulu aller plus loin en considérant l'ensemble des revenus familiaux, incluant ceux des enfants. Le tollé fut tel que c'est la mobilisation des locataires pour maintenir le loyer des HLM qui a permis au Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU) de créer la Fédération. Cette bataille a permis d'obtenir un gain partiel, soit la fixation de montant forfaitaire pour les jeunes de 18 à 24 ans habitant avec leurs parents. Ce n'est qu'à l'âge de 25 ans que le pourcentage s'élève à 25% de leur revenu.

Deux gains significatifs

Au début des années 2000, sous la présidence d'Isabelle Marissal, de Bromont, la Fédération a organisé plusieurs manifestations et conférences de presse dans plusieurs grandes villes du Québec pour démontrer qu'en raison des politiques de loyer, il n'était pas avantageux de travailler à bas salaire tout en demeurant en HLM. La Fédération a obtenu de la ministre responsable de l'Habitation, Louise Harel, un amendement à la réglementation pour obtenir un loyer protégé. Cela signifie que le loyer des personnes qui commencent à travailler augmentera graduellement, permettant ainsi à ces gens de demeurer dans un HLM plus longtemps. Les locataires de coopératives d'habitation et d'habitations propriété d'organismes à but non lucratif (OBNL) ont aussi bénéficié de cette mesure. L'objectif de la Fédération consistait à développer une certaine mixité dans les HLM.

C'est aussi dans le but d'augmenter la mixité sociale qu'en 2011, après 19 ans de représentations tenaces, la Fédération a obtenu un amendement au Règlement sur l'attribution des HLM afin de tenir compte de l'ancienneté de la demande. Ce n'étaient plus uniquement les

plus pauvres parmi les plus pauvres qui accédaient à un HLM. On y retrouvait des gens avec des expériences diverses, donnant ainsi un milieu de vie où il est plus agréable de vivre.

En 2011, la SHQ promettait pour 2016 une étude sur l'impact de cette mesure sur la mixité sociale. On l'attend encore en 2018.

Deux reculs évités

Lorsque Lucien Bouchard est devenu premier ministre du Québec, au lendemain du référendum de 1995, il a enclenché la lutte pour le déficit zéro. Avec cette obsession en tête, son gouvernement est venu à un cheveu de transférer la responsabilité des HLM aux municipalités, sans les budgets correspondants. Ce qui aurait été une voie royale vers leur privatisation. En Ontario, par exemple, sous la férule de la révolution du bon sens de Mike Harris, le transfert aux municipalités a provoqué la vente des HLM au marché privé. Au Québec, c'est la sortie publique de la Fédération, en alliance avec le FRAPRU, qui a fait reculer le gouvernement.

Par la suite, Rémi Trudel et le PQ ont annoncé le projet de ramener sur cinq ans, à raison de 1% par année, le loyer à 30% des revenus dans les HLM. Par leur mobilisation, notamment une pétition remise à tous les député-e-s, les locataires de HLM ont obtenu le rejet de cette mesure alors que presque partout ailleurs au Canada, cette proportion atteint 30% depuis près de vingt ans.

-4-

Les batailles pour les rénovation !

À l'arrivée au pouvoir de Jean Charest, en 2003, le budget total alloué aux HLM était de 50 millions de dollars par année pour rénover et entretenir 63 000 HLM. La première décision du nouveau ministre responsable de l'Habitation, Jean-Marc Fournier, a été de réduire à 30 M \$ ce budget.

Il n'y avait pas une ville, pas un HLM, où les locataires réussissaient à obtenir le changement de leurs vieux tapis ou une nouvelle hotte de cuisine, encore bien moins la rénovation de leur cuisine ou de la salle de bain vieille de 30 ans. Zéro rénovation, sauf pour les urgences ou la remise en état nécessaire à la relocation. D'ailleurs, la SHQ évaluait à près de 4 milliards \$ le déficit d'entretien accumulé pour la rénovation de l'ensemble du parc HLM au Québec.

Sous la présidence de Nicole Sirois, de l'Estrie, la Fédération a initié une pétition qui a recueilli près de 54 000 signatures. Le document réclame que les libéraux augmentent à 100 M \$ par année les sommes allouées à la rénovation des HLM. Cent-dix député-e-s se sont levé-e-s à tour de rôle à l'Assemblée nationale pour lire le contenu de la pétition remise par les associations de locataires de HLM de leur comté. Beaucoup de député-e-s de tous les partis étaient sympathiques à notre cause mais le ministre Fournier demeura intraitable.

L'année 2007 – 2008 a connu la plus importante crise économique mondiale depuis la Grande dépression des années '30. Le Canada s'en est tiré un peu mieux que les autres pays grâce à un programme d'infrastructures que le gouvernement fédéral a créé à la même époque.

À la surprise générale, en décembre 2007, la remplaçante de Jean-Marc Fournier, Nathalie Normandeau, invite les représentant-e-s de la FLHLMQ à une conférence de presse dans un HLM à côté de nos bureaux dans le quartier de la Petite-Bourgogne à Montréal. Elle annonce un programme de rénovations des HLM étalé sur quinze ans : ce programme fédéral-provincial, à hauteur de 260 millions de dollars par année, est indexé. Si bien qu'en 2017, il s'élevait à 360 M\$. En dix ans, trois milliards de dollars furent investis dans la rénovation des HLM. Aux dires de la SHQ, nous en sommes à 79% dans l'avancement des travaux de rénovation des HLM.

Le coordonnateur de la FLHLMQ, Robert Pilon, se rappelle que sur la photo prise avec la ministre, il n'arrivait pas à sourire car cela semblait beaucoup trop beau pour être vrai

C'est, selon lui, «une victoire historique qui garantit la survie des HLM en raison de l'argent investi. Ce sont des investissements proportionnellement plus élevés que dans les écoles, par exemple. Il reste cependant une multitude de batailles locales à mener pour s'assurer que cet argent soit dépensé pour répondre aux vrais besoins des locataires.»

-5-

Les batailles à l'Assemblée nationale du Québec

En 25 ans, la FLHLMQ a défendu à plusieurs reprises la cause des HLM devant les député-e-s à Québec. Voici un bref survol des positions quelquefois courageuses ou visionnaires que nous avons prises suite à des débats en congrès.

Le 4 mars 1995 - Courrons le risque de l'indépendance si le projet en vaut la peine !
Présentation de la FLHLMQ à la Commission des aînées et aînés sur l'avenir du Québec.

Le 1er décembre 2000 - Les fusions peuvent favoriser la gestion et le développement du logement social en faveur des populations démunies des grandes villes. Présentation de la FLHLMQ devant la Commission de l'aménagement du territoire sur le projet de loi no. 70.

Le 24 octobre 2002 – Pour une gestion moderne et transparente des HLM afin de favoriser la participation des locataires. Présentation de la FLHLMQ devant la Commission sur l'aménagement du territoire sur le projet de loi no. 49.

Le 6 février 2004 – Quatre grands chantiers pour développer les HLM au Québec. Présentation dans le cadre des consultations pré-budgétaires du Ministère des Finances du Québec.

Le 14 février 2005 – La santé de la population passe bien avant la santé de l'industrie pharmaceutique. Présentation de la FLHLMQ devant la Commission des Affaires sociales.

Mars 2013 – Des travaux qui changent le visage des HLM. Présentation de la FLHLMQ au Ministère des Finances du Québec.

20 janvier 2016 – Pour mettre fin à l'éparpillement des ressources et offrir de meilleurs services aux locataires de HLM du Québec. Présentation de la FLHLMQ au Ministre des Affaires municipales.

Janvier 2016 - Une proposition pour réduire la pauvreté dans les HLM - Le transfert de l'entretien vers les locataires. Présentation dans le cadre de la consultation publique Solidarité et inclusion sociale.

2016-2017 – Plus de 300 locataires ont participé à la tournée de consultation organisée par le député Norbert Morin et la SHQ sur une nouvelle approche d'intervention en habitation dans une vingtaine de villes au Québec.

À chaque fois, ce fut une expérience riche mais exigeante pour les locataires qui se sont succédé-e-s au CA de la FLHLMQ d'aller ainsi prendre la parole à l'Assemblée nationale avec tout son décorum.

La bataille des référendums

Dès les premiers mois de son existence, en 1993, l'enjeu de la présence d'animaux dans les HLM a préoccupé la Fédération des locataires d'habitations à loyer modique du Québec (FLHLMQ). À l'époque deux résidentes de Longueuil, Fleurette Trottier et Denise Blanchard se battaient devant les tribunaux pour conserver l'une son chien, l'autre ses deux chats. Après avoir perdu devant la Régie du logement, madame Trottier a porté sa cause en appel et gagné devant la Cour du Québec pour des raisons techniques.

Solidaire de leur combat, la Fédération a demandé à la Société d'habitation du Québec (SHQ) de contraindre les OMH à permettre la présence d'animaux de compagnie dans les HLM. Même si l'Association des OMH du Québec (appelée maintenant le Regroupement des offices d'habitations du Québec) recommandait à l'époque à ses membres de faire preuve de tolérance, seules quelques dizaines de villes, dont Montréal et Québec, permettaient les animaux.

Il faudra attendre cinq ans, et de nombreux cas pathétiques de locataires expulsé-e-s, notamment celui d'Ezzy le chat en Cours supérieure pour qu'en 1998, la FLHLMQ persuade la ministre des Affaires municipales, Louise Harel, de donner le pouvoir décisionnel aux locataires de décider si la présence des animaux devait être permise ou non. « L'idée de donner le pouvoir aux locataires de tenir un référendum sur les animaux a séduit la ministre qui connaissait très bien la question des référendums pour en avoir vécu deux malheureux de très près », de dire Robert Pilon, coordonnateur de la FLHLMQ.

L'adoption, en 2002, d'un amendement à la Loi sur la Société d'habitation du Québec qui oblige les offices à se doter d'un comité consultatif des résidents (CCR), a conduit la SHQ à modifier son Guide de gestion du logement social afin de confier le mandat aux CCR de « prévoir, en collaboration avec l'office, un mécanisme de vote secret pour permettre aux locataires de se prononcer sur la présence des animaux en HLM. » De plus, « si une majorité de locataires se montre en faveur de la présence des animaux en HLM, l'office ne pourra l'interdire de façon générale et il devra émettre des balises à cet effet et les intégrer au règlement d'immeuble (...) »

« La question des animaux est le seul enjeu sur lequel les locataires ont obtenu un véritable pouvoir décisionnel mais c'est malheureusement encore peu connu ou parfois caché aux résident-e-s », souligne Robert Pilon. Depuis 2002, une cinquantaine d'associations de

locataires ont organisé un référendum sur les animaux. La FLHLMQ recommande le libellé suivant au référendum, auquel il suggère de voter OUI :

Seriez-vous d'accord pour

1. que l'OMH autorise la présence des animaux en exigeant que les locataires se conforment aux conditions suivantes : UN CHAT, À LA CONDITION QU'IL SOIT OPÉRÉ, DÉGRIFFÉ ET GARDÉ À L'INTÉRIEUR DU LOGEMENT; ou UN CHIEN, À LA CONDITION QU'IL NE JAPPE PAS, SOIT TOUJOURS EN LAISSE À L'EXTÉRIEUR ET QUE LES EXCRÉMENTS SOIENT RAMASSÉS.

2. que l'office intervienne fermement contre les locataires qui ne se conformeront pas à ces nouvelles règles. Cochez votre choix : OUI ____ NON ____

À ce jour, plus de la moitié des 443 OMH, dont celui de Longueuil, permettent les chats ou les chiens. Comme quoi la situation a bien changé à Longueuil depuis 1993 concernant le droit de posséder un animal. Dans beaucoup d'autres villes aussi !

Photo: Manifestation devant l'hôtel de ville de Longueuil en 1994 organisée par la FLHLMQ.

-7-

Monik Desjardins est arrivée à la Fédération des locataires d'habitations à loyer modique du Québec (FLHLMQ) en 1994, un an après la fondation de la Fédération. Elle est alors devenue membre du conseil d'administration, y représentant le HLM des Hirondelles, où elle était entrée en 1989. Ce fut le début d'une longue expérience qui a encore cours en 2018.

L'une des expériences les plus marquantes de Monik a été sa rencontre, en avril 1998, avec Jean Campeau, alors député péquiste de Crémazie. Avant son élection, il avait co-présidé la Commission Bélanger-Campeau, qui portait sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec. Il a aussi été ministre des Finances et du Revenu (1994 – 1995) dans le gouvernement de Jacques Parizeau.

Lors de sa rencontre avec Jean Campeau, Monik agissait à titre de porte-parole des sept associations de locataires du quartier Ahuntsic, regroupant 600 ménages. Elle a remis au député une pétition de 500 noms. La pétition demandait au gouvernement de rester propriétaire

des HLM plutôt que de les transférer aux municipalités, de ne pas augmenter leur loyer à 30% de leurs revenus comme cela se faisait de plus en plus au Canada anglais, d'encourager les ménages travailleurs à bas revenus et d'adopter un règlement favorisant la participation des locataires à la gestion de leurs immeubles. Au fil des ans, les signataires obtiendront gain de cause, grâce à la pétition qui a obtenu 50 000 noms au Québec.

« M. Campeau est le seul député qui est venu nous rejoindre à la manifestation de 700 personnes que la Fédération a organisée devant l'Assemblée nationale du Québec », souligne Monik Desjardins.

L'année suivante, lors du troisième congrès de la Fédération, elle devient secrétaire de l'organisme et vice-présidente de l'OMH de Montréal. « Moi qui pensais que j'étais juste une b.s., j'ai pris confiance en moi depuis que je suis en HLM » déclarera-t-elle quelques années plus tard à Josée Boileau, journaliste au quotidien Le Devoir.

L'un des événements qui a donné confiance à Monik c'est son intervention devant la commission parlementaire sur la possibilité de fusionner les offices d'habitations, ce que proposait la Fédération en 2001

« La mairesse de Sainte-Foy, Andrée Boucher, passait avant nous, se souvient Monik. Le coordonnateur de la Fédération, Robert Pilon, m'a suggéré de m'inspirer d'elle. Lorsque ce fut à mon tour d'intervenir, Louise Harel, alors ministre péquiste m'a félicitée d'être la première locataire siégeant au comité exécutif d'un OMH. Madame Fatima Houada-Pepin, députée libérale m'a aussi félicitée même si j'avais des désaccords avec elle. Je m'en souviens encore, 17 ans plus tard. »

Un désaccord avec l'OMH de Montréal, qui avait refusé de donner suite à une décision prise en assemblée des locataires, amena Monik à démissionner de ses fonctions électives.

Elle reviendra à la Fédération dix ans plus tard, en 2012, pendant au moins deux jours semaines, à titre de bénévole. C'est elle qui répond au téléphone et qui vous prodigue ses précieux conseils qui sont le fruit de sa vaste expérience.

C'est grâce à Monik et aux deux mille bénévoles impliqué-e-s dans les associations de locataires de HLM au Québec que la FLHLMQ existe depuis 25 ans.

Nous joindre

[<https://flhlmq.com/fr/nous-joindre>]

Nous joindre

Pour contacter la Fédération des locataires d'habitations à loyer modique du Québec (FLHLMQ).

- par téléphone : (514) 521-1485 ou 1-(800)566-9662

- par télécopieur : (514) 521-6444

- par la poste :

2520, av. Lionel-Groulx, local 202

Montréal, (Québec)

H3J 1J8

- par courriel :

info@flhlmq.com - site WEB :

flhlmq.com

- sur Facebook :

- Robert Pilon

Organisateur communautaire

- Patricia Viannay

Coordonnatrice

- Élisabeth Pham

Directrice administrative

-Anik Leroux

Organisatrice communautaire

Foire aux questions (FAQ)

[]

À VENIR

Erreur 404

Page non trouvée

La page demandée n'a pas pu être trouvée.